

Genève le 23 janvier 2019

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Ce jour, le Conseil d'Etat s'est réorganisé d'un point de vue réglementaire attribuant les domaines de la détention et de la police à Monsieur le Conseiller d'Etat Mauro POGGIA. Nous saluons cette décision, ainsi que cette formalisation que nous avons appelée de nos vœux lors de la mise en prévention de M. Pierre MAUDET.

Afin de préserver les Institutions et le travail de la justice, notre association était jusqu'à présent restée très discrète d'un point de vue médiatique sur la situation de notre ancien ministre de tutelle. Dès le début de cette « affaire » nous avons prédit qu'elle serait un crash test pour notre système démocratique.

Cette précaution n'est plus nécessaire puisque le principal intéressé a directement attaqué ces jours tant le Conseil d'Etat que le Ministère public, les accusant notamment de partialité. Les fronts se sont durcis et des voix ont laissé entendre que les associations de police avaient un lien avec les déboires de M. Pierre MAUDET, voire que celles-ci en seraient la cause. Le principal intéressé, se retranchant derrière cet argument, a créé encore un nouveau personnage, mélange de Pinocchio et de Calimero.

Certes, de manière surprenante, nous nous étions jusqu'à présent permis de relever que le mensonge et la commission (présumée) d'infractions n'étaient guère en adéquation avec les valeurs de celles et ceux que nous représentons. Il nous semble nécessaire de rappeler cela étant, notamment à ceux qui persistent à voir M. Pierre MAUDET comme victime de ces évènements, que :

- Personne n'a pas obligé Pierre MAUDET à accepter un cadeau d'une valeur de plusieurs dizaines de milliers de francs de la part d'un Etat étranger ;
- Personne ne lui a demandé de mentir à répétées reprises, notamment à la Commission de contrôle de gestion du Grand Conseil ;
- Personne ne lui a demandé de mettre en place un système de financement occulte lui permettant de payer ses cotisations de parti tout en profitant, indûment, de déductions fiscales ;
- Pierre MAUDET a déclaré à la RTS et à toute la Suisse romande que son dossier se désépaississait, ceci quelques semaines avant que pourtant le Ministère Public ne demande l'extension de sa mise en prévention

Force est de le constater : M. Pierre MAUDET est l'unique responsable de la situation actuelle et surtout des dommages qui sont survenus et qui surviendront inexorablement.

Aujourd'hui, M. Pierre MAUDET apparaît sous son vrai jour aux yeux de tous.

Marc BAUDAT  
Président

